

OBSERVATOIRE REGIONAL DE LA SANTE DE BRETAGNE Association  
Immeuble Acropole - 19 Avenue Charles et Raymonde Tillon  
35000 - RENNES

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES COMPTES ANNUELS**

**Exercice clos le 31/12/2023**

**S A I N T - M A L O**

Immeuble Infinity - BP 32  
3, rue du Bois Herveau  
35405 SAINT-MALO Cedex

[www.cab-quiniou.com](http://www.cab-quiniou.com)

QUINIOU LAINE AUDIT | Société par actions simplifiée au capital de 40 000 € | RCS 751007642 Saint-Malo | Membre de la compagnie des commissaires aux comptes d'Ouest Atlantique.

## **OBSERVATOIRE REGIONAL DE LA SANTE DE BRETAGNE**

Immeuble Acropole - 19 Avenue Charles et Raymonde Tillon  
35000 RENNES

### **Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels Exercice clos le 31/12/2023**

À l'Assemblée Générale de l'association **OBSERVATOIRE REGIONAL DE LA SANTE DE BRETAGNE**,

#### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association **OBSERVATOIRE REGIONAL DE LA SANTE DE BRETAGNE** relatifs à l'exercice clos le 31/12/2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

#### **Fondement de l'opinion**

##### ***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

##### ***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

### **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, évoqués dans les règles et méthodes comptables de l'annexe, et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues notamment en ce qui concerne l'évaluation et l'exhaustivité des fonds dédiés.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

### **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on

peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à Rennes,  
Le 3 juin 2024

**QUINIOU LAINE AUDIT,**  
Commissaire aux comptes

**Frédéric COINTREL**  
Associé



## ANNEXES

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

## BILAN ACTIF

ACTIF		Exercice N 31/12/2023 12			Exercice N-1 31/12/2022 12	Ecart N / N-1	
		Brut	Amortissements et Provisions	Net	Net	Euros	%
ACTIF IMMOBILISE	<b>Immobilisations incorporelles</b>						
	Frais d'établissement						
	Frais de recherche et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Concessions, brevets, licences, marques...	14 102	13 154	947	1 968	1 020	51.85
	Immobilisations incorporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	<b>Immobilisations corporelles</b>						
	Terrains						
	Constructions						
ACTIF CIRCULANT	Installations techniques Matériel et outillage	68 703	56 018	12 685	9 758	2 927	29.99
	Immobilisations corporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	<i>Biens reçus par legs/dons destinés à être cédés</i>						
	<b>Immobilisations financières (1)</b>						
	Participations et Créances rattachées						
	Autres titres immobilisés	254		254	249	5	1.84
	Prêts						
	Autres	7 500		7 500	7 500		
	<b>Total I</b>	90 559	69 172	21 387	19 475	1 911	9.81
ACTIF CIRCULANT	<b>Stocks et en cours</b>						
	<b>Créances (2)</b>						
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	115 829		115 829	101 418	14 411	14.21
	Créances reçues par legs ou donations						
	Autres	8 041		8 041	40 265	32 225	80.03
	Valeurs mobilières de placement						
	Instruments de trésorerie						
	Disponibilités	423 579		423 579	433 746	10 167	2.34
	Charges constatées d'avance (2)	15 230		15 230	7 223	8 007	110.85
	<b>Total II</b>	562 679		562 679	582 652	19 973	3.43
Comptes de Régularisation	Frais d'émission des emprunts (III)						
	Primes de remboursement des emprunts (IV)						
	Ecarts de conversion actif (V)						
<b>TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V+VI)</b>		653 238	69 172	584 065	602 128	18 062	3.00

(1) Dont à moins d'un an

(2) Dont à plus d'un an

## BILAN PASSIF

PASSIF		Exercice N 31/12/2023 12	Exercice N-1 31/12/2022 12	Ecart N / N-1	
				Euros	%
FONDS PROPRES	<b>Fonds propres</b>				
	Fonds propres sans droit de reprise :				
	Fonds propres statutaires				
	Fonds propres complémentaires				
	Fonds propres avec droit de reprise :				
	Fonds statutaires				
	Fonds propres complémentaires				
	Ecarts de réévaluation				
	Réserves :				
	Réserves statutaires ou contractuelles	270 950	270 950		
FONDS DÉDIÉS	Réserves pour projet de l'entité				
	Autres	61 811	41 489	20 321	48.98
	Report à nouveau				
	<b>Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)</b>	4 042	20 321	24 363	119.89
	<b>Situation nette (sous total)</b>	328 719	332 760	4 042	1.21
	Fonds propres consommables				
	Subventions d'investissement				
	Provisions réglementées				
	<b>Total I</b>	328 719	332 760	4 042	1.21
	Fonds reportés liés aux legs ou donations				
PROVISIONS	Fonds dédiés	40 000	78 000	38 000	48.72
	<b>Total II</b>	40 000	78 000	38 000	48.72
	Provisions pour risques				
PROVISIONS	Provisions pour charges	70 286	68 338	1 948	2.85
	<b>Total III</b>	70 286	68 338	1 948	2.85
DETTES (1)	Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)				
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)				
	Emprunts et dettes financières diverses				
	Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	33 338	15 980	17 358	108.62
	Dettes des legs ou donations				
	Dettes fiscales et sociales	97 504	86 431	11 073	12.81
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	4 500		4 500	
	Autres dettes				
	Instruments de trésorerie				
	Produits constatés d'avance	9 719	20 618	10 899	52.86
	<b>Total IV</b>	145 061	123 029	22 032	17.91
	Ecarts de conversion passif (V)				
<b>TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)</b>		584 065	602 128	18 062	3.00

(1) Dont à plus d'un an  
Dont à moins d'un an

135 342 102 411

(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques

Mission de présentation - Voir l'attestation d'Expert Comptable

CABINET GEIREC

## COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N 31/12/2023 12	Exercice N-1 31/12/2022 12	Ecart N / N-1	
			Euros	%
<b>Produits d'exploitation (1)</b>				
Cotisations	2 540	2 640	100	3.79
Ventes de biens et services				
Ventes de biens				
Ventes de dons en nature				
Ventes de prestations de service	203 497	191 972	11 524	6.00
Parrainages				
Produits de tiers financeurs				
Concours publics et subventions d'exploitation	422 830	487 938	65 108	13.34
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable				
Ressources liées à la générosité du public				
Dons manuels				
Mécénats				
Legs, donations et assurances-vie				
Contributions financières				
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	2 252	9 979	7 727	77.44
Utilisations des fonds dédiés	78 000	99 000	21 000	21.21
Autres produits	4	4	0	10.24
<b>Total I</b>	<b>709 122</b>	<b>791 534</b>	<b>82 411</b>	<b>10.41</b>
<b>Charges d'exploitation (2)</b>				
Achats de marchandises				
Variation de stock				
Autres achats et charges externes	155 709	140 527	15 182	10.80
Aides financières				
Impôts, taxes et versements assimilés	15 428	21 575	6 146	28.49
Salaires et traitements	351 839	350 102	1 737	0.50
Charges sociales	146 689	145 686	1 003	0.69
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	6 849	7 391	541	7.33
Dotations aux provisions	1 948		1 948	
Reports en fonds dédiés	40 000	78 000	38 000	48.72
Autres charges	29	143	114	79.87
<b>Total II</b>	<b>718 491</b>	<b>743 423</b>	<b>24 932</b>	<b>3.35</b>
<b>1 - Résultat d'exploitation (I-II)</b>	<b>9 369</b>	<b>48 111</b>	<b>57 480</b>	<b>119.47</b>

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs

(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs



## COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N 31/12/2023	Exercice N-1 31/12/2022	Ecart N / N-1	
	12	12	Euros	%
<b>Produits financiers</b>				
De participation				
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés	6 065	1 498	4 567	304.81
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
<b>Total III</b>	6 065	1 498	4 567	304.81
<b>Charges financières</b>				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées				
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
<b>Total IV</b>				
<b>2. Résultat financier (III-IV)</b>	6 065	1 498	4 567	304.81
<b>3. Résultat courant avant impôts (I-II+III-IV)</b>	3 304	49 609	52 913	106.66
<b>Produits exceptionnels</b>				
Sur opérations de gestion				
Sur opérations en capital				
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges				
<b>Total V</b>				
<b>Charges exceptionnelles</b>				
Sur opérations de gestion				
Sur opérations en capital				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		29 288	29 288	100.00
<b>Total VI</b>		29 288	29 288	100.00
<b>4. Résultat exceptionnel (V-VI)</b>		29 288	29 288	100.00
<b>Participation des salariés aux résultats (VII)</b>				
<b>Impôts sur les bénéfices (VIII)</b>	738		738	
<b>Total des produits (I+III+V)</b>	715 187	793 032	77 845	9.82
<b>Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)</b>	719 229	772 711	53 482	6.92
<b>5. EXCEDENT OU DEFICIT</b>	4 042	20 321	24 363	119.89

## **ANNEXE**

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

L'exercice a une durée de 12 mois, couvrant la période du 01/01/2023 au 31/12/2023.

Les notes et les tableaux présentés ci-après, font partie intégrante des comptes annuels.

L'association a pour mission générale d'aider à la décision et de contribuer à l'élaboration des politiques et actions de santé publique, notamment la politique de santé régionale, afin que soient mis en adéquation les besoins de la population et les réponses apportées au niveau des territoires.

A cet effet, l'ORS Bretagne a pour objectifs de :

- Recenser, rassembler et coordonner les recueils d'information dans les champs sanitaire, médico-social, et environnemental.
- Réaliser des enquêtes et études de santé publique.
- Participer à la conception, à la réalisation et à l'évaluation de programmes d'action dans ses domaines d'intervention.
- Diffuser les connaissances produites auprès des acteurs ou populations concernées afin qu'ils se les approprient.
- Accompagner les acteurs dans les choix à réaliser en termes de réponses aux problèmes identifiés.

Les principaux financeurs de l'association sont l'ARS, le Conseil Régional, la Dreets, DRDFE, l'ADEME et Santé Publique France.

### **FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE**

Nous vous relatons les faits suivants :

- les produits d'exploitation se sont élevés à 709 122 Euros contre 791 534 Euros en 2022.
- les effectifs sont de 8 personnes au 31 décembre 2023.

Par courrier du 31 août 2023, l'administration fiscale a acté la sortie du champ lucratif de l'association avec pour conséquence l'exonération des impôts commerciaux (IS, CET et TVA), à compter du 01/01/2022.

La capacité d'autofinancement de l'exercice est de - 33 245 Euros.

### **EVENEMENTS SIGNIFICATIFS POSTERIEURS A LA CLOTURE**

Nous n'avons eu connaissance d'aucun élément significatif postérieur à la clôture à évoquer.

## **ANNEXE**

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

### **- REGLES ET METHODES COMPTABLES -**

#### **Principes et conventions générales**

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 à 121-5 et suivants du Plan Comptable Général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, ainsi que du règlement ANC 2018-06 relatifs à la réécriture du plan comptable général applicable à la clôture de l'exercice.

#### **Permanence des méthodes**

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

### **- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN -**

## ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

### Etat des immobilisations

	Valeur brute début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluations	Acquisitions
Autres postes d'immobilisations incorporelles	58 866		
Installations techniques, Matériel et outillage industriel	2 302		
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	64 299		8 756
<b>TOTAL</b>	<b>66 601</b>		<b>8 756</b>
Autres titres immobilisés	249		5
Prêts, autres immobilisations financières	7 500		
<b>TOTAL</b>	<b>7 749</b>		<b>5</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>133 216</b>		<b>8 761</b>

	Diminutions		Valeur brute en fin d'exercice	Réévaluation Valeur d'origine fin exercice
	Poste à Poste	Cessions		
Autres immobilisations incorporelles		44 764	14 102	14 102
Installations techniques, Matériel et outillage industriel			2 302	2 302
Matériel de bureau et informatique, Mobilier		6 654	66 401	66 401
<b>TOTAL</b>		<b>6 654</b>	<b>68 703</b>	<b>68 703</b>
Autres titres immobilisés			254	254
Prêts, autres immobilisations financières			7 500	7 500
<b>TOTAL</b>			<b>7 754</b>	<b>7 754</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>51 418</b>	<b>90 559</b>	<b>90 559</b>

La valeur brute des éléments de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

### Etat des amortissements

Situations et mouvements de l'exercice	Montant début d'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions Reprises	Montant fin d'exercice
Autres immobilisations incorporelles	56 898	1 020	44 764	13 154
Installations techniques, Matériel et outillage industriel	510	312		822
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	56 333	5 517	6 654	55 196
<b>TOTAL</b>	<b>56 843</b>	<b>5 829</b>	<b>6 654</b>	<b>56 018</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>113 741</b>	<b>6 850</b>	<b>51 418</b>	<b>69 172</b>

Ventilation des dotations de l'exercice	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels	Amortissements dérogatoires	
				Dotations	Reprises
Autres immob.incorporelles	1 020				
Instal.techniques matériel outillage indus.	312				
Matériel de bureau informatique mobilier	5 517				
<b>TOTAL</b>	<b>5 829</b>				
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>6 850</b>				

Les immobilisations incorporelles et corporelles ont été amorties suivant le mode linéaire de la manière suivante :

- Logiciels : 1 à 3 ans,
- Agencements, matériel et outillage : 5 à 10 ans,
- Matériel informatique : 3 à 5 ans,
- Matériel de bureau : 3 à 5 ans.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

**Tableau de variation des fonds propres**

ANC 2018-06 : Art. 431-5

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultats	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Réserves	270 950				270 950
Report à nouveau	41 489		20 321	0-	61 811
Excédent ou déficit de l'exercice	20 321			21 437	4 042-
Situation nette	332 760		20 321	21 437	328 719
TOTAL I	332 760		20 321	21 437	328 719

Tableau de variation des fonds dédiés

ANC 2018-06 : Art. 43 I-6

Une information relative aux fonds dédiés est donnée dans l'annexe par projet ou catégorie de projet selon les rubriques figurant dans le tableau ci-après :

VARIATION DES FONDS DEDIES	A LOUVERTURE DE L'EXERCICE	REPORTS	UTILISATIONS		TRANSFERTS	A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	
			Montant global	Dont remboursements		Montant global	Dont fonds dédiés *
Subventions d'exploitation	78 000	40 000	78 000			40 000	
ARS OSCARS		10 000				10 000	
ARS 2022	3 000		3 000				
ARS 2023		9 000				9 000	
ADEME	37 000	8 000	37 000			8 000	
SANTE PUBLIQUE FRANCE	38 000	13 000	38 000			13 000	
TOTAL	78 000	40 000	78 000			40 000	

\* correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices

## ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

### Etat des provisions

Provisions pour risques et charges	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Pensions et obligations similaires	68 338	1 948			70 286
<b>TOTAL</b>	68 338	1 948			70 286
<b>TOTAL GENERAL</b>	68 338	1 948			70 286
<b>Dont dotations et reprises d'exploitation</b>		1 948			

### Etat des échéances des créances et des dettes

Etat des créances	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Autres immobilisations financières	7 500		7 500
Autres créances clients	115 829	115 829	
Divers état et autres collectivités publiques	3 000	3 000	
Débiteurs divers	5 041	5 041	
Charges constatées d'avance	15 230	15 230	
<b>TOTAL</b>	146 600	139 100	7 500

Etat des dettes	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Fournisseurs et comptes rattachés	33 338	33 338		
Personnel et comptes rattachés	49 934	49 934		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	44 897	44 897		
Impôts sur les bénéfices	738	738		
Autres impôts taxes et assimilés	1 934	1 934		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	4 500	4 500		
Produits constatés d'avance	9 719	9 719		
<b>TOTAL</b>	145 061	145 061		

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

### Dépréciation des créances

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

### Produits à recevoir

Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant
Autres créances	3 158
Disponibilités	702
<b>Total</b>	3 860

## ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

### **Détail des produits à recevoir**

	Montant
SUBVENTION A RECEVOIR	3 000
REMBOURSEMENT FNORS	158
INTERETS COURUS A RECEVOIR	702
Total	3 860

### **Charges à payer**

Montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Montant
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	14 065
Dettes fiscales et sociales	72 255
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	4 500
Total	90 819



## ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

### Détail des charges à payer

	Montant
FOURNISSEURS FACTURES NON PARVENUES	14 064
PROVISION CONGES PAYES	43 785
PROVISION RTT	6 149
PROVISION CHARGES SOCIALES CONGES PAYES	19 572
PROVISION CHARGES SOCIALES RTT	2 749
FOURNISSEURS FACTURES NON PARVENUES IMMOBILISATIONS	4 500
Total	90 819

### Charges et produits constatés d'avance

Charges constatées d'avance	Montant
Charges d'exploitation	15 230
Total	15 230
Produits constatés d'avance	Montant
Produits d'exploitation	9 719
Total	9 719

### **- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU COMPTE DE RESULTAT -**

#### Valorisation des contributions volontaires

Les contributions volontaires, au titre de l'année 2023, ne sont pas significatives

#### Honoraires des commissaires aux comptes

Le montant total des honoraires des commissaires aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice est de 4 811 euros, décomposés de la manière suivante :

- honoraires facturés au titre du contrôle légal des comptes.

### **- ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS -**

## ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

### Engagement en matière de pensions et retraites

L'association a signé le 15 décembre 2022 un avenant de révision n°1 à l'accord d'entreprise de substitution du 26 juillet 2012. Les articles 2 et 3 du chapitre 3 font référence à l'indemnité de départ à la retraite.

#### Indemnité de départ à la retraite

Tranches d'âges	Engagement à	Montant
	moins d'un an	
	1 à 5 ans	39 323
	6 à 10 ans	9 896
	11 à 20 ans	20 123
	21 à 30 ans	
	plus de 30 ans	944
Engagement total		70 286

#### Hypothèses de calculs retenues

L'indemnité de départ en retraite provisionnée au 31/12/2023 s'élève à 70 286 €, charges comprises.

L'indemnité est calculée selon les modalités définies dans l'avenant n°1 du 15 décembre 2022 lié à l'accord d'entreprise signé le 26 juillet 2012.

Il est appliqué, à cette indemnité, une pondération correspondant au pourcentage de chance d'atteindre l'âge de la retraite (65 ans) au sein de l'association, compte tenu de l'ancienneté et de l'âge du salarié.

Le taux de charges retenu s'élève à 50% pour les cadres et à 45% pour les non cadres.

Le taux d'actualisation net d'inflation retenu s'élève à 3.20 %.

La table INSEE prise en compte est celle de 2022.

Le taux pour la revalorisation des salaires retenu est de 1%.

La dotation de provision s'élève à 1 948 € sur l'exercice 2023.